

► Témoignage : cette habitante d'une petite commune de l'Eure a passé trois semaines dans le coma artificiel et a frôlé la mort

Deborah, la « miraculée » du coronavirus

■ Cela a commencé par des courbatures et une grande fatigue. Quelques jours plus tard, Deborah Brown Pivain, une Américaine qui vit à Brosville, dans l'Eure, s'est retrouvée à l'hôpital d'Évreux, puis au CH de Rouen, où elle a été plongée dans le coma artificiel.

■ Désormais en quarantaine, elle raconte les semaines où elle a lutté contre le coronavirus, son réveil, ses hallucinations et les retrouvailles avec ses proches.

■ Sa fille, Caroline, revient sur ces moments pénibles où un médecin lui a annoncé que sa mère était dans un état « stable dans la médiocrité ».

Dans sa voix et sur son visage, on peine à croire que **Deborah Brown Pivain** a frôlé la mort. Cette Américaine vivant à **Brosville**, près d'**Évreux**, a passé plus de trois semaines dans un coma artificiel, alors touchée par le Covid-19. Les premiers symptômes se sont manifestés le 13 mars. Fatiguée, courbaturée, des bouffées de chaleur, la sexagénaire en parle alors à sa fille Caroline.

« L'annonce de la sédation, ç'a été très violent »

Pendant quelques jours, Deborah essaye de faire baisser sa fièvre, mais rien n'y fait. Un premier appel est passé au 15 le mardi 17. Les secours indiquent à la famille de patienter encore un peu. Mais le lendemain, la situation ne s'améliore pas. Le mari de Deborah décide alors de la conduire à l'hôpital d'Évreux. Déjà très affaiblie, Deborah peine à s'habiller et marcher jusqu'à la voiture. Accompagnée de son mari et de sa fille, elle attend pendant de longues heures sur le parking de l'hôpital après avoir signalé leurs présences et la suspicion du coronavirus. Ce n'est qu'en fin de soirée que la sexagénaire est prise en charge et testée. Toute la famille est alertée, le fils de Deborah, Alexandre, part de Nantes pour voir sa mère. Il parvient à la voir dans une chambre au rez-de-chaussée de l'hôpital. « Il lui annonce en début d'après-midi qu'il attend son premier enfant pour lui donner de la force et du courage », raconte Caroline.

La famille ne succombe pas à la panique, tous gardent espoir et croient en sa guérison. Caroline et le reste de la famille décident de se mettre en quarantaine chez eux. « Au début du mois, nous avions fait des stocks de nourriture en

voyant le virus prendre de l'ampleur. On ne s'approchait pas, on portait des masques. C'était parfois violent quand je disais à mon père de reculer », se remémore-t-elle.

Pendant ce temps, Deborah reste en contact avec ses proches via son smartphone. Mais le 20 mars, elle les prévient qu'elle va être mise dans le coma artificiel. « L'annonce de la sédation, ça était très violent. Elle était en train de nous parler, elle a tourné la tête, les soignants arrivaient pour la changer de service et puis elle nous a dit "Bye !" et c'est tout. Je crois que cela a été le moment le plus difficile de ma vie », décrit Caroline. Ce coma devait durer quelques jours; finalement, il durera trois semaines. Chaque jour, sa fille ou son mari appellent trois fois par jour l'hôpital de **Rouen** où Deborah est transférée.

En parallèle, la famille se renseigne comme elle peut sur ce virus si inconnu. « J'ai appelé un vieil ami médecin sur Paris. Il nous a informés de plein de choses. On a cherché énormément de nouveaux protocoles. On ne savait pas quoi faire, mais on n'arrivait pas à se dire on ne peut rien faire. On lisait des études chinoises qu'on traduisait sur internet. »

« Je croyais être dans le sud de la France et que les soignants étaient mes enfants »

En aucun cas, Caroline ne veut se laisser embarquer dans un tourbillon de pessimisme. Elle garde espoir. « On était apeurés, on était dans le flou. Mais je savais qu'elle allait revenir. Je ne parlais que de l'après, j'avais la certitude qu'elle reviendrait. Je me renseignais sur les processus de réveil, car pour moi c'était une certitude. »

Pendant ce temps-là, Deborah ne se rend compte de rien, ou presque. « Pendant le coma artificiel, on est un peu éveillé à certains moments. On



Deborah Brown Pivain a survécu au Covid-19. (Photo DR)

entend des choses. Avec les opiacés, j'étais en pleines hallucinations. Je me souviens que je croyais être dans le sud de la France et que les soignants étaient mes enfants ! », en plaisante-t-elle aujourd'hui. Pendant ces trois semaines, l'état de Deborah est « stable dans la médiocrité » selon les dires d'un médecin. « Je crois que cette expression restera gravée à jamais en moi », raconte Caroline. Lors de leurs appels quotidiens, la famille trouve du réconfort auprès des équipes de soignants, qui apportent un soutien et une écoute inestimable.

Le 31 mars, la famille est convoquée à l'hôpital de Rouen. Deux jours plus tard, ses enfants et son mari découvrent Deborah « branchée de partout ». « Elle a été placée sous ECMO, c'est le système de la dernière chance. En gros, son

sang sort pour être oxygéné et réinjecté. C'est assez impressionnant. Le taux de survie est très faible », découvre Caroline.

« Le miracle de Pâques »

Début avril, les médecins tentent de nouveaux traitements. Ils lui injectent des anti-inflammatoires. « Tout d'un coup, ils avaient perdu espoir, poursuit Caroline. Un des médecins a voulu essayer les anti-inflammatoires. On entendait partout à la télévision les mises en garde du gouvernement sur les anti-inflammatoires. Mais en quelques jours, ils ont vu une réponse au niveau des poumons. Les lésions avaient diminué. Ma mère, ce n'était pas un cobaye,

mais presque. Les médecins ont compris que dans son cas, les anti-inflammatoires fonctionnaient. » Dimanche 12 avril, « le miracle de Pâques » se produit. « Vers 15 h-16 h, on nous appelle pour nous dire que l'ECMO est enlevé et que tout va bien. Ils ont dit que c'était une miraculée. Et dans la bouche d'un médecin, ce n'est pas rien ! » Et du jour au lendemain, la sexagénaire retrouve tout son esprit. « J'ai ouvert les yeux et j'étais en train de penser à une liste de choses à faire. Je n'ai absolument pas perdu mes facultés mentales », raconte-t-elle.

C'est le début d'un long travail de rééducation qu'elle commence à l'hôpital de La Musse, à

Pour les soignants, la charité ne suffit pas

Comme Deborah Prown Pivain, des milliers de personnes sont passées entre les mains des soignants qui n'ont pas compté leurs heures pour tenter d'endiguer l'épidémie.

Un engagement salué sur les balcons chaque soir à 20 heures, et sur les plateaux à l'unanimité par la classe politique. Dans cette course à l'hommage le plus marqué, le gouvernement et les députés La République en marche y vont de leur proposition. Ils auront une prime, garantit l'exécutif. Et aussi une médaille, promet la porte-parole du gouvernement **Sibeth Ndiaye**, porte-parole dudit gouvernement. Et pourquoi les Français n'offriraient-ils pas à leurs héros quelques RTT ?

« CE N'EST TOUT SIMPLEMENT PAS ACCEPTABLE »

Cette idée, suggérée par **Christophe Blanchet**, député LREM du Calvados, permettrait aux soignants non pas de récupérer des jours de repos, mais des chèques vacances (lire également en page 12).

Une fausse bonne idée que **Céline Blondiaux** balaie avec de la colère dans la voix. Infirmière au CHU de **Rouen** et responsable CFDT 76 santésocio, elle prend cette nouvelle annonce comme un camouflet.

Évreux. « Mon corps est paralysé par les longues semaines à rester immobile, constate Deborah. En me réveillant, j'ai réussi à bouger un peu le pied et la main. C'est une bataille pour réapprendre tout ça. J'ai perdu 14 kg de muscles. »

Mais les progrès sont vite visibles. En quelques jours, Deborah réussit à se déplacer de son lit à la salle de bain, presque sans déambulateur. Mais c'est surtout son sourire et sa joie de vivre qui n'ont pas disparu. « Je n'ai pas vu ma famille depuis des semaines, mais j'ai la chance de les voir en visio et puis, je pense à tous les autres qui ont perdu quelqu'un. C'était plus douloureux pour ma famille de me voir comme ça que pour moi. »

Cheffe cuisinière de profession, Deborah a plein de projets. « Je pense déjà à ce que je vais pou-



Les soignants attendent bien plus que de simples gestes. (photo AFP)

« Ce n'est tout simplement pas acceptable ! On va demander à des salariés du privé de faire un effort alors qu'eux aussi ont pâti de la situation, que ce soit avec le chômage partiel ou la nécessité de continuer leur travail ? », s'étrangle-t-elle. L'agacement reprend de plus belle : « Ce n'est pas à eux de pallier la défaillance de l'État, qui se défaisse en opposant les gens... Oser demander ça à des personnes qui n'ont touché que 84 % de leurs salaires, vraiment, c'est honteux. »

La pilule est d'autant plus difficile à avaler que la prime promise n'est toujours pas arrivée sur les comptes en banque des soignants (notre édition de lundi). « On nous avait dit mai, ça ne sera pas le cas. On nous promet que ce sera en juin, mais aucun décret n'est encore passé. Et pour que ce soit effectivement viré avec les pro-

chains salaires, il faudrait qu'il soit publié rapidement... » Quant à la médaille, « j'ai failli m'étrangler en entendant ça. Au lieu d'utiliser de l'argent pour les médailles, ils feraient mieux de mettre cette somme dans ce que nous réclamons de longue date : une revalorisation des salaires, un dégel du point d'indice qui serait d'emblée applicable. La colère ne passera pas comme ça ! »

« ON NE RECONNAÎT PAS DES COMPÉTENCES AVEC DES PRIMES »

Lui tient à rappeler que l'organisation qu'il représente n'est pas un syndicat. Pourtant, les revendications aujourd'hui se rejoignent. « On ne peut que s'étonner de ce genre d'initiatives », commente **Karim Mameri**, président du conseil interdépartemental 76-27 de l'ordre des infirmiers, au sujet de la proposition des députés LREM sur les jours de RTT. « Encore faudrait-il que les infirmières puissent prendre les congés auxquels elles ont déjà droit. Pour cela, il faut plutôt faire en sorte qu'elles soient suffisamment nombreuses. »

Rendre le métier attractif, donc. Ce qui est de moins en moins le cas, rappelle Karim Mameri, notamment en raison des salaires. « À l'échelle de l'OCDE, ceux des infirmières françaises sont en queue de peloton. Leurs compétences doivent être reconnues et rémunérées à leur juste valeur. » Or, « on ne reconnaît pas des compétences avec des primes », tacle le président du conseil interdépartemental de l'ordre des infirmiers. Prime encore loin d'être acquise pour beaucoup d'entre eux, au demeurant, à l'heure où il se murmure que seules les équipes des CHU de Rouen et de **Caen** en profiteraient dans la région. Et Karim Mameri d'évoquer aussi le sort des infirmières libérales, qui ont parfois « affronté seules » la maladie. Pas question, à ses yeux, qu'elles puissent être oubliées. « Cette crise a été l'occasion de voir qu'être infirmier, c'est aussi prendre des risques. »

ANTHONY QUINDROIT
ET THOMAS DUBOIS
a. quindroit@paris-normandie.fr
t.dubois@paris-normandie.fr

« J'ai vu ma mère aux portes de la mort »

À l'heure où les Français sont déconfinés, pour Deborah et sa famille, le retour à la vie normale est difficile. « Pour l'instant, je suis encore en confinement pendant quatorze jours à La Musse. Donc pour moi, le déconfinement, c'est pas maintenant. Si les gens pouvaient y aller doucement pour res-

sortir », s'inquiète Deborah. Pour sa fille, la maladie va laisser quelques séquelles. « Je suis totalement apeurée par le déconfinement, indique Caroline. Mon fils n'ira pas à l'école avant septembre. Je vais rester encore un peu confinée. Après ce que nous avons vécu, c'est différent pour les autres. J'ai vu ma mère aux portes de la mort. »

Caroline a créé une cagnotte pour soutenir sa mère financièrement, car pendant plusieurs mois, elle ne pourra plus donner de cours de cuisine. Plus de 900 euros ont déjà été récoltés.

ALICE PATTYN
a.pattyn@paris-normandie.fr

■ Pour soutenir Deborah Brown Pivain : www.lepotcom-mun.fr/pot/ove17526